

[Texte]

fairly large group of Indians, they would also like the opportunity for self-government, envisaged to include the whole of the community, the part in Ontario, in Quebec, and in New York State. This has been a very difficult problem for these people for a long time. Perhaps something like this could be a catalyst that would go a long way in assisting them in obtaining self-government,

[Traduction]

son parti aussi. Comme la réserve représente un groupe d'Indiens assez important, elle aimerait aussi avoir la possibilité de se gouverner elle-même, ce qui vaudrait pour l'ensemble de la collectivité, la partie ontarienne, celle qui est située au Québec et celle de l'État de New York. Cela représente depuis longtemps un problème très difficile pour ces gens. Peut-être qu'un projet de ce genre pourrait jouer un rôle de catalyseur, qui les aiderait considérablement à accéder à un gouvernement autonome.

• 1645

Miss Nicholson: I found Mr. Warner's proposal very interesting indeed. This committee certainly studied IBCs very extensively. As Mr. Warner pointed out, we went to New York. None of the evidence we saw anywhere would lead one to think that the establishment of an IBC would bring new business or would create economic activity anywhere.

Nevertheless, the faith on the part of certain Conservative members, the sort of mystical faith even, that establishing an IBC will be good for unemployment, for economic development, or for whatever ails you is, of course, very touching. I wonder if Mr. Warner could tell us whether he has been able to check out this faith in any substantial way. Has the Minister of Finance, for instance, suggested that with an IBC on the reserve it might help them discover the fountain of youth?

Mr. Warner: I agree. As you have mentioned, we do not anticipate that the designation of an IBC in any community is going to do much in the way of job creation. However, I would think some of the opportunities that currently exist could be restructured by the various political or governmental bodies involved and perhaps restructured in such a way that controls could be put on what may be loopholes, or considered loopholes at the present time.

I do think that with the two governments working together, there could well be something very special here and something that could be monitored and controlled. Such financial activity would be unique in North America. As you know, a lot of the booking of the loans and deposits that are being considered now for transfer to one of the Canadian centres actually occurs in tax havens like the Cayman Islands at the present time. Perhaps the special designation may have a special connotation as well. Perhaps people will look for something a little bit more than what is offered by this legislation. Perhaps in Akwesasne by looking a little bit further, you may find that something already exists.

Mr. Layton: Mr. Chairman, I would like to add to this particular phase of the debate a correction. I think the

Mme Nicholson: J'ai trouvé la proposition de M. Warner très intéressante en vérité. Le Comité a certainement étudié à fond les CBI. Comme l'a souligné M. Warner, nous nous sommes rendus à New York. Rien, dans ce que nous avons observé partout, ne permet de croire que l'établissement d'un CBI accroîtrait le volume des affaires ou créerait de l'activité économique où que ce soit.

Néanmoins, la foi que manifestent certains députés conservateurs, on pourrait même dire une sorte de foi mystique, selon laquelle l'établissement d'un CBI sera bon pour le chômage, pour le développement économique ou pour ce qui peut vous déranger, est évidemment très touchante. Je me demande si M. Warner pourrait nous dire s'il a pu vérifier de façon concrète si cette foi est fondée. Le ministre des Finances, par exemple, a-t-il laissé entendre qu'un CBI dans la réserve pourrait aider à découvrir la fontaine de jouvence?

M. Warner: Je suis d'accord. Comme vous l'avez déclaré, nous ne nous attendons pas à ce que l'établissement d'un CBI dans une localité quelconque ait beaucoup d'effet sur la création d'emplois. Je considère cependant que certaines possibilités qui existent à l'heure actuelle pourraient être reprises par les diverses instances politiques ou gouvernementales en cause et, peut-être, réaménagées de façon à permettre d'imposer des dispositifs de contrôle à ce qui peut constituer des échappatoires ou être considéré comme des échappatoires à l'heure actuelle.

Je suis persuadé que, moyennant la collaboration des deux gouvernements, nous pourrions avoir ici quelque chose de très particulier, que l'on pourrait surveiller et contrôler. Une activité financière de cette nature serait unique en son genre en Amérique du Nord. Comme vous le savez, l'activité de prêt et de dépôt dont on envisage actuellement le transfert à l'un des centres canadiens se déroule en bonne partie, en fait, dans des paradis fiscaux comme les Îles Cayman à l'heure actuelle. Peut-être une désignation spéciale a aussi une connotation particulière. Peut-être que les gens chercheront à aller un peu plus loin que ce que permet ce projet de loi. Peut-être qu'à Akwesasne, en cherchant un peu plus loin, vous trouverez qu'il existe déjà quelque chose.

M. Layton: Monsieur le président, j'aimerais apporter une correction à cette phase particulière du débat. On a